

Une orientation subie au seul bénéfice des entreprises

Les réformes précédentes ont déjà mis à mal la possibilité pour les élèves d'opter en toute connaissance pour la filière de leur choix (TVP de Blanquer et ses familles de métiers, fermeture des CIO, offre de formation réduite...). **Macron annonce vouloir coller exclusivement aux besoins locaux.** Ce sont plus de **80 filières qui seront fermées dès la rentrée prochaine contre environ 150 d'ouvertes.** Combien de places ouvertes contre les dizaines de milliers de fermetures ?

Le tertiaire est, **une nouvelle fois, pris pour cible alors même que depuis une quinzaine d'année c'est ce secteur qui a été le plus dégradé par les ministres successifs.**

Une inégalité filles/garçons accrue

Macron prend prétexte des questions environnementales (!) pour annoncer l'ouverture de filières dans l'énergie mais aussi dans l'industrie.

Après la réforme du Lycée général qui a accentué les inégalités filles/garçons (notamment pour les enseignements scientifiques), **qu'en sera-t-il avec la fermeture de filières majoritairement féminine et l'ouverture d'autres quasi exclusivement masculine ? Une fois de plus les filles seront les grandes perdantes des choix opérés par Macron** qui risque de les cantonner aux filières du soin à la personne pour des métiers dévalorisés.

« Indemnisation » des stages ou le retour du travail des enfants

Pour redorer l'image de notre voie de formation, Macron est convaincu qu'il suffit de **verser une aumône à nos élèves.** De 50 à 100 euros par semaine selon le niveau. C'est-à-dire de 1,4 à 2,8 euros de l'heure ! **Et financé sur des fonds publics.**

Nos élèves sont des adolescent.es qui ont aussi droit à une formation de qualité et qui n'ont pas vocation à être un sous prolétariat. Ils doivent bénéficier de bourses d'études suffisantes.

« Bureau des entreprises » ou agence de recrutement ?

Au prétexte de l'insertion professionnelle, **que seule une formation de qualité peut garantir,** Macron décide la mise en place de « bureau des entreprises au sein de tous les lycées professionnels », véritable anti-chambre du pôle emploi !

Pour discuter des actions à mener: **AG des PLP**

le mercredi 17 mai à 14h à la Bourse du travail de Toulouse

Ça y est ! Macron a décidé, une fois de plus tout seul, avec ses (sous) ministres à ses côtés pour servir de faire valoir et mettre en œuvre les choix de cet homme isolé mais fermement décidé à tout « foutre en l'air » !

Si nous pouvions craindre le pire venant de cet individu qui, à l'occasion de la réforme des retraites a montré à quel point il est capable d'imposer ses choix, y compris par la violence et au mépris de l'ensemble des organisations syndicales et de la population, là encore sur un sujet qu'il ne connaît pas du tout, celle de la formation professionnelle, il a décidé tout seul de ce qui devait être bon pour nos élèves... et surtout pour le patronat.

L'intégration de la formation professionnelle au sein du Ministère de l'Éducation Nationale a été gagnée de haute lutte, notamment après la 2^{de} guerre mondiale, avec le projet du CNR qui visait à offrir aux jeunes, non seulement une formation de qualité et déconnectée des seuls intérêts du patronat, accompagnée d'une volonté d'émancipation de la jeunesse avec des programmes de culture général ambitieux.

La sociologue Prisca Kergoat, invitée par la CGT Educ'action le vendredi 14 avril pour une soirée consacrée à la voie professionnelle, note un écart de plus en plus important entre le lycée général et l'enseignement professionnel « où toutes les ambitions culturelles sont délaissées ». A travers ses recherches, elle appelle à revaloriser la voie professionnelle qui accueille les élèves les plus fragiles scolairement.

UNE ANNÉE DE TERMINALE MASSACRÉE

Des examens de terminale en Mars

Après le constat catastrophique pour les élèves des voies générales et technologiques des épreuves des spécialités en mars, Macron décide d'aligner ce calendrier plus que déstabilisateur pour les Bac Pro.

Quid de l'année terminale quand on pense à l'allongement programmé des périodes en entreprises ? Quid des apprentissages dont il semble faire peu de cas ? Quid de la formation tout court lorsque l'on met en lien ce projet avec la mise en place des familles de métiers qui a déjà reporté d'un an la spécialisation de nos élèves à partir de la classe de 1^{ère} ?

DES ENSEIGNANT.E.S MALTRAITÉ.E.S

« Revalorisation » des enseignant·es

Déjà concerné·es par le « remplacement de courte durée » (imposé aux collègues qui accepteront de s'engager dans le « pacte ») les PLP se verront confier de nouvelles missions dont l'objectif principal, outre l'alourdissement des tâches et missions, est la mise en œuvre de ces dispositifs plus fumeux les uns que les autres et visant à finir d'achever le peu d'enseignement qui reste dans nos établissements (bureau des entreprises, intervention dans les classes de 5^{ème}, ...).

Les enseignant·es des lycées professionnels, comme l'ensemble des autres enseignant·es ne verront pas leur salaire augmenter, si ce n'est la revalorisation de l'indemnité ISOE, mais seront transformé·es, contre une aumône, en fossoyeurs de l'enseignement professionnel !

Recrutements de professeurs associés

Il s'agit là d'une des mesures phares de cette réforme et surtout d'une insulte supplémentaire faite aux enseignant·es. Encadrer des élèves, leur dispenser un enseignement de qualité, fruit d'une formation, d'une réflexion sur les programmes, d'une connaissance des élèves et des formations et, « accessoirement », d'un travail d'équipe, serait donc possible pour le premier venu au seul prétexte qu'il vient de l'entreprise ? Notre métier serait le seul qui ne suppose pas une formation, une expertise et un (des) savoirs faire ?

AG des personnels

Mercredi 17 mai

14 heures

Bourse du travail

Allongement de 50% de la durée des stages

Pour les élèves de terminales qui « choisiraient » (à quel moment ?) une insertion professionnelle post bac, ces examens de mars leur permettraient de repartir sur une nouvelle période de stage à viser insérante ! Pour les « autres » ils·elles bénéficieraient de 4 semaines de « cours intensifs » pour les préparer à une poursuite d'études.

Qu'en est-il de la scolarité qui doit normalement être une période d'acquisition des savoirs tant dans le domaine professionnel qu'en enseignement général et qui doit justement, pour toutes et tous les élèves permettre un choix le plus adapté ?

Qu'en est-il de l'égalité de droits à un enseignement commun à toutes les élèves ?

En quoi un stage supplémentaire serait plus insérant ?

Plan « social » pour les personnels

Les milliers de fermetures de places pour les élèves prévues pour dès la rentrée de septembre et les suivantes vont entraîner des suppressions de postes par centaines (milliers?). Pap N'Diaye, dans la droite ligne de Blanquer répond « tranquillement » que les Plp pourront intervenir en collège ou se tourner vers le Professorat des Écoles ?

- Sans autre préavis que l'annonce de Macron, des centaines d'enseignant·es risquent de se retrouver sans poste dès la rentrée, sans affectation ou alors éloignées.
- Avec l'obligation d'une reconversion subie, sans moyen ni accompagnement.

C'est une gestion digne des pires pratiques de France Télécom (pression, menaces et injonctions...) qui aura des conséquences humaines dramatiques et montre à quel point, derrière le discours de façade, ce gouvernement n'a que mépris pour les personnels qui, au quotidien, tente d'assumer du mieux possible leur mission de service public.

Toutes ces mesures montrent à quel point ce président et son gouvernement méprisent la chose publique et l'intérêt général, notamment celui qui concerne les milieux populaires et nos élèves en particulier.

Ce projet Macron, s'il devait être mis en œuvre, marquerait la fin d'un système qui, loin d'être parfait, en particulier depuis les attaques dont il a fait l'objet (généralisation du Bac Pro 3 ans en 2009, TVP de Blanquer en 2018...), et nous ferait revenir près d'un siècle en arrière avec des (très) jeunes adolescent·es confiées aux « bons soins » d'un patronat toujours plus avide de profit et de main d'œuvre corvéable et bon marché.

La CGT sera mobilisée, avec l'intersyndicale, pour poursuivre la bataille engagée à l'automne, contre ce projet mortifère que nous devons gagner, pour nos élèves, comme pour la bataille des retraites, parce qu'il s'agit d'un choix de société dont nous ne voulons pas !